

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

9 janvier 2016

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

La grève des cheminots est nécessaire

Le mouvement de grève des 6 et 7 janvier à la SNCB a été particulièrement bien suivi. Quasiment aucun train ne circulait en Wallonie et seulement 70% en Flandre, bien que l'aile flamande des syndicats CGSP-Cheminots et CSC-Transcom ait renoncé au dernier moment au préavis de grève.

Evidemment, la presse se fait le relais des récriminations patronales habituelles selon lesquelles les syndicats prendraient les usagers en otages et feraient perdre des millions d'euros à l'économie belge. La ministre Galant y ajoute ses insinuations nauséabondes en prétendant que les cheminots ne travailleraient que 160 jours par an, ce qui est évidemment complètement faux.

La réalité est que ce mouvement est plus que nécessaire au vu des attaques que la SNCB a subi depuis des années en tant que service public. Cette année, son budget a été amputé de trois milliards d'euros. Faute d'investissements pour entretenir les gares et les voies, la SNCB a progressivement fermé de plus en plus de gares et de lignes, tandis que les retards s'accumulent et que la vitesse moyenne des trains diminue au point qu'elle est aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était il y a cent ans ! Quant à l'emploi, c'est l'hémorragie : les cheminots sont passés de 40 000 en 2005 à 33 000 aujourd'hui. Ce chiffre est inférieur au cadre minimal prévu de 37 000 temps pleins. Le sous-effectif est tel que les cheminots cumulent un million de jours de récupération non octroyés ! Et la situation risque d'empirer car, avec le non remplacement des pensionnés, ce seraient encore 6 000 à 7 000 postes qui pourraient disparaître dans les trois ans qui viennent. Cela ne fera qu'aggraver la pression sur ceux qui restent et diminuer la qualité du service pour les usagers.

Dans ce contexte, les mesures de la direction et du gouvernement passent mal : les trois milliards d'économies se traduiraient par la suppression d'accompagnateurs de trains, l'accroissement de la productivité, l'augmentation du plafond d'heures supplémentaires de deux à quatre par jour et l'obligation de les récupérer dans l'année, ce qui est impossible au vu du passif accumulé !

Voilà qui contredit largement toutes les accusations sur le statut « privilégié » des cheminots. Et cela justi-

fie largement leur colère et leur volonté de se battre pour défendre tant leurs conditions de travail que la qualité et la sécurité du service à la collectivité. Même les associations de navetteurs et les organisations étudiantes, que la presse oppose souvent aux cheminots, s'abstiennent de condamner cette grève.

La mobilisation des cheminots montre qu'ils sont bien conscients de la nécessité de se battre pour défendre leurs droits et le service public. Mais cette grève a surtout été marquée par la défection des ailes flamandes de la CSC et de la CGSP qui ont renoncé à la grève quelques jours avant l'échéance du préavis. L'argument qu'ils ont mis en avant était qu'il était encore possible de faire jouer la concertation.

Goblet, le président de la FGTB, a critiqué cette division communautaire du mouvement syndical. Certes, mais les bureaucrates syndicaux wallons n'ont rien à envier aux bureaucrates flamands sur cette question. C'est Bodson, dirigeant de la FGTB wallonne, qui a remis au goût du jour dernièrement la soi-disant « spécificité » des travailleurs wallons.

Mais surtout, comment s'étonner qu'une centrale refuse la mobilisation, alors que c'est une habitude de tous les dirigeants syndicaux, FGTB et CSC, au Nord comme au Sud ? Car si la CGSP et la CSC wallonnes ont appelé à la grève, c'est en précisant que c'était en dernier recours, en se justifiant mille fois et en faisant porter la responsabilité de la grève sur le manque de concertation côté gouvernement.

Alors oui, les cheminots ont bien raison de faire grève. Car, dans un système capitaliste basé sur l'exploitation des travailleurs au profit des riches, la grève est la seule arme pour se défendre, et toute grève victorieuse est un encouragement pour les salariés des autres entreprises.

Plus que jamais, les travailleurs doivent lutter ensemble, francophones, néerlandophones, belges et immigrés, salariés du public et du privé, contre le patronat et le gouvernement à son service.

Pour faire reculer le gouvernement, à la SNCB comme ailleurs, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Il faudra non seulement une mobilisation d'ensemble, mais aussi s'organiser de manière démocratique pour contrôler notre mouvement.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Allo ? Allo ?!

Depuis des décennies, et encore maintenant malgré la technologie moderne embarquée, les communications radios sont de mauvaise qualité... quand elles ne sont pas tout simplement impossibles ! La Terre communique avec Mars, mais la STIB ne se donne pas les moyens de s'entendre à Bruxelles. Et les chefs veulent nous donner des leçons de professionnalisme ?

Les sièges font du surplace

Plusieurs nouveaux sièges ont été testés au printemps 2015 par de nombreux chauffeurs. Des rapports sur chaque siège ont été remis aux chefs. Mais ni le patron, ni les directions syndicales ne nous ont transmis la moindre information sur les résultats de cette évaluation. Il paraît que d'autres sièges vont faire l'objet de nouveaux tests dans un avenir proche. Les sièges actuels sont de véritables instruments de torture. Nous sommes les premiers concernés mais nous ignorons qui a décidé quoi en fonction de quels critères ! Il y en a marre d'être laissés dans l'expectative pendant que les « services supplices » continuent.

« Le travail c'est la santé »

Le patron veut économiser 6,5 millions d'euros d'ici 2018 en mettant la pression sur les malades pour qu'ils retournent au travail. Les PM téléphonent aux agents en congé maladie et leur demandent aussi des comptes pendant les entretiens de fonctionnement. S'il y a autant d'arrêts maladie, c'est parce que les conditions de travail à la STIB sont mauvaises. Pas question de se laisser faire !

Le patron joue à cache-cash

Les chauffeurs des services techniques peuvent recevoir jusqu'à trois amendes par mois pour mauvais stationnement en bordure de chantier. Avec le salaire que gagnent ces agents, il leur est très difficile d'avancer l'argent et d'attendre le remboursement qui prend actuellement 3 à 4 semaines. Les organisations syndicales ont interpellé la direction ; mais celle-ci, comme d'habitude, se contente de prendre acte de la revendication et de donner rendez-vous à la prochaine réunion ... où rien n'aura été fait.

Dans le secret des coulisses

La direction vante le nouveau règlement de travail qui introduit une prescription de maximum 3 ans pour les sanctions dans les dossiers. Mais, en revanche, elle entérine l'opacité dans les rapports patron-syndicat. En effet, elle a ajouté « le fait de transmettre à des tiers des informations confidentielles » dans la liste

des fautes graves qui encourent un licenciement (sans préavis ni indemnité de préavis). En clair, il suffira que la direction marque « confidentiel » sur les documents de négociation pour que les représentants syndicaux ne soient pas autorisés à en divulguer le contenu aux travailleurs. C'est totalement inacceptable ! Tous les travailleurs doivent avoir connaissance des intentions de la direction et de l'état des négociations avec les syndicats. Préparons-nous à faire la publicité maximum de tous les arrangements que le patron voudrait faire en catimini !

Hy-pape-crisie

La couverture du numéro anniversaire de Charlie Hebdo sur les attentats montrant un Dieu assassin ne plaît pas au Pape.

L'an passé, ce dernier avait bien condamné l'attentat contre Charlie Hebdo mais avait ajouté que si un ami « dit un gros mot sur ma mère, il doit s'attendre à recevoir un coup de poing ». Bonjour la tolérance de jésuite !

Encore un qui est pour la liberté d'expression tant qu'on ne dit pas ce qui le dérange.

Les interdits de l'amour

En Israël, un roman d'amour vient d'être rayé du programme de l'enseignement secondaire. Il a été jugé sulfureux car il relate l'idylle entre une Israélienne et un Palestinien ! Le ministère a évoqué sa crainte que ce livre ne soit un « encouragement aux unions entre juifs et non-juifs », ce qui menacerait « le maintien de l'identité juive ».

Le tollé déclenché dans le monde culturel israélien a surtout boosté les ventes du livre incriminé... A tel point que son éditeur a lancé une nouvelle impression. Une belle réponse au crétinisme raciste du pouvoir.

La déchéance du PS français

L'extension de la déchéance de la nationalité aux binationaux nés en France occupe la vie politique française depuis son évocation par Hollande au lendemain des attentats du 13 novembre. Sur le coup, il s'est trouvé très peu de voix pour dénoncer cette mesure reprise par Hollande du programme du FN. Depuis, elle est devenue un casse-tête juridique et politique.

Ces rivalités à propos d'une mesure qui est autant symbolique que réactionnaire sont la conséquence de l'unanimité de toute cette classe politique, au sein de laquelle personne ne met en cause l'intervention militaire au Proche-Orient et en Afrique. Les attentats terroristes ne sont pourtant rien d'autre que le retour de ces guerres en occident ! Mais ça, ils ne veulent pas qu'on en parle !